



Women in Informal Employment:
Globalizing and Organizing

Infolettre aux Organisations de base

Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OB)

Salut chers amis et collègues!

Nous espérons que vous aimerez ce bulletin. Nous aimons recevoir de vos nouvelles! Si vous avez des questions ou des commentaires, ou si vous souhaitez soumettre du contenu pour le prochain bulletin, se il vous plaît écrivez-nous à megan.macleod@wiego.org

Nous contacter à WIEGO!

Courriel :

Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) Limited
79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA
Tel. : 44-161-819-1200

email : wiego@wiego.org

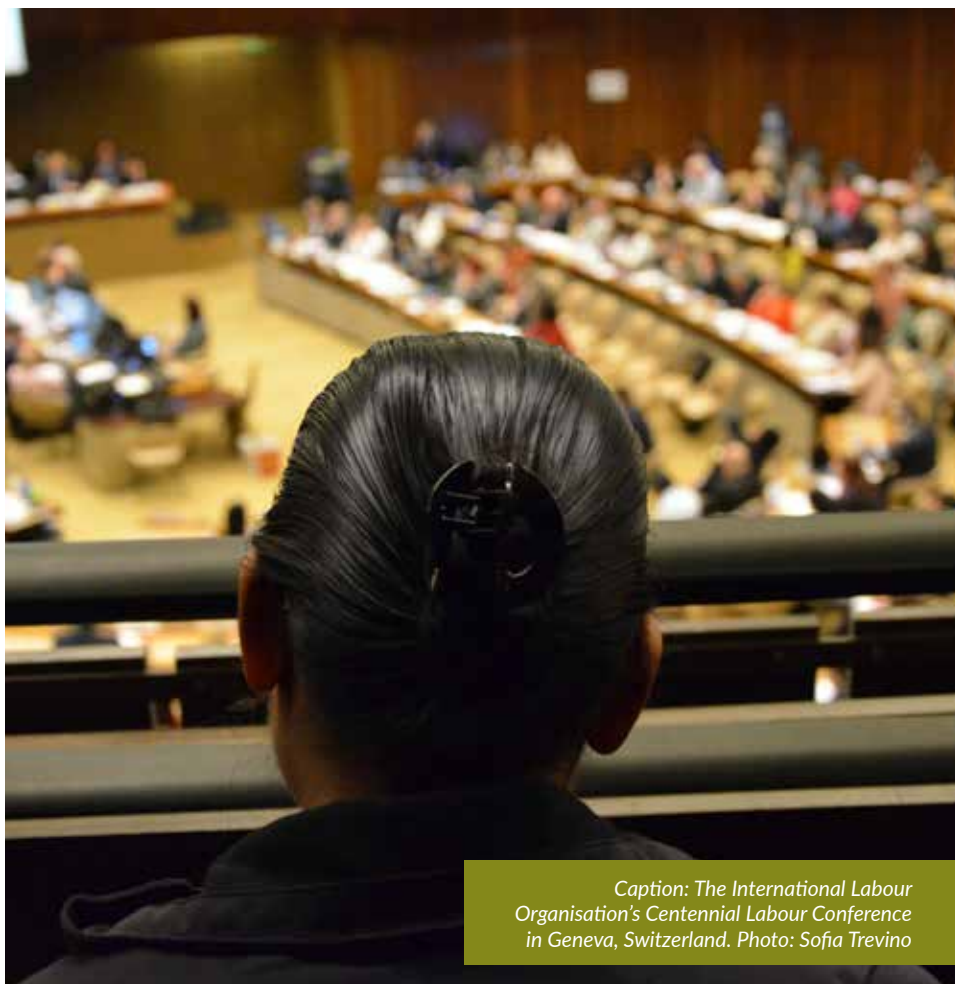
Web : www.wiego.org

Facebook : [wiegoglobal](https://www.facebook.com/wiegoglobal)

Twitter : [@wiegoglobal](https://twitter.com/wiegoglobal)

Quoi de neuf à WIEGO?

Cliquer ici pour obtenir un lien vers nos [activités et nos événements récents et à venir](#) (en anglais)!



Caption: The International Labour Organisation's Centennial Labour Conference in Geneva, Switzerland. Photo: Sofia Trevino

Éliminer la violence et le harcèlement dans le monde du travail

Victoire historique pour les travailleurs de l'économie informelle, notamment pour les femmes : la **Conférence internationale du Travail (CIT)**, qui s'est tenue cette année à Genève, Suisse, a vu l'adoption de l'instrument visant à **éliminer la violence et le harcèlement dans le monde du travail** (avec 439 votes pour, 7 votes contre et 30 abstentions).

Il s'agit d'un tournant significatif pour les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle, dont les organisations ont milité sans relâche pour assurer que la Convention 190 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protège les personnes travailleuses les plus vulnérables du monde. Un grand nombre de ces organisations étaient représentées par des dirigeantes et dirigeants au sein de la délégation de WIEGO, y compris des représentants de **StreetNet internationale**, de **HomeNet South Asia** et de la **Fédération internationale des travailleurs domestiques (FITD)**, entre autres.

Dans cette émission spéciale du bulletin d'information pour les OBA, nous allons mettre en relief les voix et les efforts de ces travailleuses et travailleurs avec des extraits d'une série d'entrevues menées lors de la CIT. Des dirigeantes et dirigeants ouvriers du monde entier, travaillant dans différents secteurs, nous ont expliqué pourquoi la Convention 190 de l'OIT est importante pour leur domaine d'action et comment ils croient que cela changera leur vie pour le mieux.

Shirley Price, présidente de l'Union des travailleuses domestiques de la Jamaïque, Jamaïque

Pourriez-vous nous parler un peu de votre travail ?

J'ai été travailleuse domestique pendant 31 ans. Maintenant, après m'avoir développé, je fais du travail social. Je travaille avec le groupe de personnes aux plus faibles revenus, la plupart d'entre elles étant encore des travailleuses domestiques.

Cette année, l'accent est mis sur l'élimination de la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Pourriez-vous parler un peu de la manière dont la violence et le harcèlement en milieu de travail vous a affectée, vous ou vos collègues ?

La violence et le harcèlement sont un fléau qui a affecté les travailleuses domestiques partout dans le monde et qui doit s'arrêter. Tous les pays du monde lancent le même appel contre la violence et le harcèlement aux travailleuses domestiques.

Je plains la violence et le harcèlement envers les travailleuses domestiques parce que moi aussi j'ai été violée et abusée en tant que travailleuse domestique. [...] À un moment donné, lorsque j'essayais d'aller à l'école pour m'améliorer, mon employeur [...] m'a enfermée hors la maison et j'ai dû dormir dans une niche pour chien pendant des mois.

Cela nous a donc toutes touchées.

Dans mon syndicat, les témoignages des travailleuses domestiques de l'abus des employeurs et des enfants des employeurs sont nombreux. Et le temps est venu de prendre position et de dire « jamais plus de violence contre nous ». Et c'est pourquoi nous avons lancé la campagne Time's Come (« Le temps est venu ») il y a deux ans, pour dire « trop, c'est trop ». Vous devez faire le choix de dire : « Arrêtez, arrêtez maintenant ! Le temps est venu : plus de violence ou de harcèlement contre les travailleuses domestiques. Le temps en est venu ».

Qu'est-ce que vous espérez voir surgir au cours de ces discussions ?

J'aimerais voir une Convention forte, avec une Recommandation forte [...] parce que nous avons besoin de la mise en place de lois qui protègent les travailleuses et travailleurs dans notre propre pays ; notamment les travailleuses domestiques, parce qu'elles sont les plus vulnérables puisque nous travaillons dans des maisons privées et il n'y a personne qui s'occupe de nous, [donc] nous devons nous occuper de nous-mêmes. Nous devons donc obtenir une Convention forte.

Wisborn Malaya, secrétaire général de la Chambre zimbabwéenne des associations de l'économie informelle

Pourriez-vous nous parler un peu de votre travail ?

Quand j'ai fini l'école, malheureusement, c'était une période difficile pour l'économie du Zimbabwe. Et je n'ai pas eu accès à un emploi formel. Alors, j'ai décidé de me consacrer à un travail quelconque pour gagner ma vie. Je suis donc devenu membre de l'économie informelle, en vendant dans la rue. [...] C'est alors que j'ai fait connaissance avec le Congrès des syndicats du Zimbabwe et on m'a invité à devenir membre de l'association organisée des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle.

J'ai été membre de la **Chambre zimbabwéenne des associations de l'économie informelle** depuis 2002 ; à cette époque-là j'étais un gamin. [...] Depuis ce temps-là, j'ai fait des progrès dans le système jusqu'à ce que je sois élu secrétaire général.

Cette année, l'accent est mis sur l'élimination de la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Pourriez-vous parler un peu de la manière dont la violence et le harcèlement en milieu de travail vous a affectée, vous ou vos collègues ?

[...] Mon vœu, c'est de m'assurer que la Convention sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail soit approuvée car nous subissons beaucoup de violence dans l'économie informelle. Dans nos milieux de travail, tout le travail qu'on fait est fortement criminalisé. [Cette Convention] nous aidera également à faire pression sur nos gouvernements, pour faire en sorte qu'ils ratifient la Convention et pour qu'il y ait une loi qui décriminalise les métiers des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle.

Qu'est-ce que vous espérez voir surgir au cours de ces discussions ?

J'espère qu'il y aura une Convention qui soit appuyée par une Recommandation visant à éliminer la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Cette Convention devrait également incorporer les problèmes des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle afin qu'ils obtiennent aussi de la protection issue de la même Convention. Nohra Padilla, Asociación nacional de recicladoras y recicladores de Colombia



Worker representatives at the centenary International Labour Conference. Photo: Sofia Trevino

Nohra Padilla, Association nationale des recycleuses et recycleurs de Colombie, recycleuse de l'économie informelle, Colombie

Pourriez-vous nous parler un peu de votre travail ?

Je fais [du recyclage informel] depuis plus de 40 ans. [...] J'ai commencé quand j'avais 8 ans, le métier s'est donc transmis de génération en génération. Nous sommes déjà la troisième génération qui fait du recyclage en Colombie.

Cette année, l'accent est mis sur l'élimination de la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Pourriez-vous parler un peu de la manière dont la violence et le harcèlement en milieu de travail vous a affectée, vous ou vos collègues ?

Je crois que dans le monde entier, les recycleuses et recycleurs subissent de fortes pressions qui, dans la terminologie de l'OIT, peuvent être qualifiées de violence et de harcèlement sur le lieu de travail. Par exemple, de nombreuses femmes sont harcelées sexuellement pour avoir accès aux sites de dépôt final ou aux sites où elles peuvent collecter du matériel. Beaucoup d'hommes et femmes sont harcelées par les autorités, qui retirent leurs marchandises et les harcèlent afin qu'ils se tiennent à l'écart de certaines zones [...] Il y a de la discrimination, non seulement pour être pauvres, mais aussi pour le métier que nous exerçons.

En général, les recycleuses et recycleurs sont sévèrement réprimés. Je dirais que nous subissons une violence extrême, compte tenu du fait que beaucoup de nos leaders sont menacés de mort. Les autorités n'offrent aucune protection, [et] les appels d'offres pour la gestion des déchets sont devenus très agressifs car il y a de gros intérêts qui se cachent derrière. Pendant plusieurs années, je dirais même depuis des décennies, les recycleuses et recycleurs ont été menacés de déplacement d'office.

Cela représente une violence extrême contre un groupe qui gagne sa vie des déchets et qui, menacé, doit changer son métier parce que cette situation d'appauvrissement atteint des niveaux de pauvreté extrême. À mon avis, c'est la plus haute expression de violence.

Qu'attendez-vous de ce débat ?

Eh bien, non seulement pour nous, les recycleuses et recycleurs, mais aussi pour les travailleuses et travailleurs domestiques, vendeuses et vendeurs de rue, et pour toute autre d'expression de travail – parce qu'il y a des millions de personnes qui ont besoin de gagner leur vie de quelque chose –. Je dirais que nous avons tous besoin d'avoir un lieu de travail sûr, où nos emplois seront respectés ; que l'État assurera une protection spéciale aux différentes formes de travail ; et surtout, on doit nous assurer que les leaders des travailleuses et travailleurs ne seront pas victimes de persécution pour défendre nos droits fondamentaux [...]. Nous espérons que dans cette réunion, l'OIT utilisera son pouvoir pour donner des garanties aux personnes travailleuses. Nous voulons gagner le respect de notre droit au travail, du métier de chaque travailleuse et travailleur et des activités menées par les organisations des personnes travailleuses.

Gabriel Vazeilles, Syndicat des travailleuses domestiques (UPACP - Union du personnel auxiliaire des maisons privées), Argentine

Pourriez-vous nous parler un peu de votre travail ?

J'appartiens au **Syndicat des travailleuses domestiques** (UPACP), de l'Argentine, nous représentons le syndicat. Je travaille dans le service d'aide et de conseil pour le travail, où nous fournissons des services consultatifs aux travailleuses domestiques.

Cette année, l'accent est mis sur l'élimination de la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Pourriez-vous parler un peu de la manière dont la violence et le harcèlement en milieu de travail vous a affectée, vous ou vos collègues ?

Les travailleuses domestiques sont non seulement affectées par la violence subie dans leur propre foyer, mais aussi par celle qui se produit parfois dans leur lieu de travail. Il y a donc une double violence, aussi bien au travail qu'à la maison.

Pensez-vous que l'une des formes de violence subie par les travailleuses domestiques résulte du caractère informel du travail ? Pourquoi cette Convention est-elle si importante dans votre pays ?

Oui, il est essentiel que cette Convention soit approuvée avec la Recommandation, parce que l'une des principales formes de violence subie dans le champ du travail domestique, c'est le retard de paiement de salaire. De plus, les mauvais traitements sont souvent naturalisés par les travailleuses – peut-être à cause des expériences vécues dans leur propre foyer –. Alors, avec cette Recommandation, nous pourrions commencer à organiser des ateliers de sensibilisation afin d'identifier les problèmes qu'elles affrontent à la maison et au travail.

Quelles mesures seront prises par votre organisation, l'UPACP, après cette réunion ?

Il y aura des ateliers de sensibilisation, afin que les gens se rendent compte de la portée de cette Convention une fois qu'elle sera ratifiée en Argentine, et pour qu'elles connaissent les droits et les obligations des employeurs et des travailleuses.



Myrtle Witbooi, représentant South African domestic workers. Photo: Sofia Trevino

Myrtle Witbooi, secrétaire générale du Syndicat sud-africain des services domestiques (SADWU), présidente de la Fédération internationale des travailleurs domestiques (FITD), Afrique du Sud

Pourriez-vous nous parler un peu de votre travail ?

Je viens d'Afrique du Sud. Je suis la secrétaire générale du **Syndicat sud-africain des services domestiques** (SADWU) et je suis aussi la présidente de la Fédération internationale des travailleurs domestiques (FITD).

Pourriez-vous parler un peu de l'importance particulière que cette CIT a pour les personnes travailleuses domestiques ?

Je pense que pour elles, ainsi que pour les travailleurs vulnérables, cette conférence est essentielle parce que la violence dans le monde affecte les travailleurs domestiques – notamment les femmes –.

Et pour nous, si nous réussissons à obtenir une Convention à cette conférence, elle renforcera la Convention 189 déjà existante pour les travailleuses et travailleurs domestiques. Nous croyons que les deux Conventions combinées seront encore plus puissantes.

[...] Nous voulons également nous assurer que les personnes travailleuses domestiques comprennent cette Convention. Nous devons veiller à ce que l'éducation soit offerte aux personnes travailleuses des secteurs vulnérables afin qu'elles comprennent qu'il ne s'agit pas que d'un document : c'est un document qui sera utilisé à leur avantage. Et c'est pourquoi nous sommes ici.

Nous sommes très enthousiastes d'être ici. Parfois, nous nous mettons vraiment en colère, lorsque les employeurs et les gouvernements n'ont pas l'intention de se mettre d'accord avec nous. Mais nous croyons que si les femmes deviennent autonomes, si les travailleuses et travailleurs vulnérables deviennent autonomes, nous serons capables de faire en sorte que cette Convention fonctionne pour nous lorsque nous retournerons [chez nous].

Et lorsque nous retournerons chez nous, nous devons nous assurer de faire pression sur nos gouvernements, pour dire qu'il s'agit de nous. Il s'agit de nos droits. Parce qu'en ce moment la violence détruit nos pays. La violence affecte nos femmes et nous devons nous assurer que c'est un monde sûr pour qu'on puisse y travailler.

En savoir plus :

- Lisez le communiqué de presse de WIEGO : <https://myemail.constantcontact.com/PRESS-RELEASE--Informal-workers-applaud-new-international-labour-standard-on-violence-and-harassment.html?soid=1102011005007&aid=dKOY2YMh1U>
- Site web de l'événement : <https://www.wiego.org/events/wiego-international-labour-conference-2019>
- Blog : <https://www.wiego.org/blog/workplace-violence-and-harassment-informal-workers-also-need-protection>